



## Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

12 | 1994

Polysémie de la santé. Institutions et pratiques sociales en France et au Québec 1750-1980

---

## Présentation

Jean-Pierre Goubert et Othmar Keel

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2724>

DOI : 10.4000/ccrh.2724

ISSN : 1760-7906

### Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 12 avril 1994

ISSN : 0990-9141

### Référence électronique

Jean-Pierre Goubert et Othmar Keel, « Présentation », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 12 | 1994, mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2724> ; DOI : 10.4000/ccrh.2724

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

---

# Présentation

Jean-Pierre Goubert et Othmar Keel

---

- 1 Dans le concert des pays d'Occident, la France et ses traditionnelles zones d'influence ont joué un rôle spécifique dans l'invention de la santé (1750-1980), qui constitue un aspect essentiel de la Modernité. L'une de ses anciennes colonies, tôt séparée de sa métropole, appelée d'abord le Bas-Canada et, plus tard, le Québec connut un destin spécifique, placé sous l'emprise des Britanniques, puis sous l'influence croissante de son puissant voisin. Ses origines – il y eut un Ancien Régime français au Québec –, ses traits distinctifs, linguistiques et religieux notamment, mais aussi la théorie – fallacieuse – du « retard québécois », l'américanisation de l'économie et des modes de vie font de ce pays une entité originale à la fois proche et lointaine, ni totalement nord américaine ni – bien sûr – européenne, qui, depuis la décennie 1970, produit « la santé communautaire ».
- 2 Afin d'être en mesure de mettre à l'épreuve cette impression première, de mettre sur pied un programme de recherche en histoire comparée, il convenait, dans un premier temps, de multiplier les contacts de part et d'autre de l'Atlantique, de parvenir à des échanges d'informations et de mettre en commun les thèmes de recherche et les interrogations des uns et des autres en entamant ainsi une discussion scientifique. Tels ont été les desseins que s'est assigné le colloque des 14 et 15 juin derniers – qui eut lieu à l'Ecole –, dont les textes sont publiés dans ces *Cahiers*.
- 3 La diversité de leurs objets et de leurs méthodes ne saurait surprendre. Ces textes, qui émanent tant de spécialistes que de doctorants et de jeunes chercheurs, résultent le plus souvent de travaux individuels, exceptionnellement d'enquêtes collectives, sans qu'il y ait eu de concertation au moment où ces recherches ont été lancées. Ils ont néanmoins le mérite de dire des manières de faire, de poser des problèmes et d'avancer des solutions, documents à l'appui, bref de fournir un aperçu des lieux. Qui mieux est, ils manifestent leur accord sur un point essentiel : à savoir que l'histoire de la médecine et de la santé publique correspond non pas à une spécialité quelque peu ésotérique ou surannée mais forme partie intégrante de l'histoire générale, dans la mesure où la santé constitue une valeur de référence, un objet de savoir et l'enjeu d'un marché et où, par conséquent, l'activité médicale s'y déploie dans les domaines éthique, scientifique et économique.

- 4 Au-delà de ces deux impressions d'ensemble, un constat s'impose, dont rend compte la présentation de ces *Cahiers*. A une exception près, les auteurs français (ou effectuant leur recherche en France) se sont attachés à traquer les pratiques sociales ; en revanche, leurs homologues québécois (à une exception près, là encore) ont centré leur propos sur l'histoire des institutions et des idées. C'est dire que pour donner suite à notre projet, il nous faudra trouver un thème d'histoire comparée qui permette de jouer la carte de la complémentarité.
- 5 La table ronde qui a clos le colloque et les échanges de vues qui l'ont suivi ont envisagé de situer pareil dessein dans le cadre d'un projet à moyen terme qui se veut plus ambitieux : celui d'une étude portant sur la mise en place de la médecine et de la santé publique « à la française » dans l'ex-Empire colonial de la France et dans les pays qui ont reçu ou subi son influence. L'idée est de pratiquer une analyse historique des dispositifs médico-sanitaires qui ont modifié la ville dans ses dimensions spatiales et temporelles, et cela en liaison avec l'enquête que dirigent, pour Montréal, Georges Desrosiers, Benoît Gaumer et Othmar Keel et celle que pilote, à Paris, Jean-Pierre Goubert dans le cadre de l'appel d'offres du PIR-villes sur « ville et Santé » (étude de Paris, Alger, le Caire, Damas), travail qui tiendrait compte, bien entendu, dans le cas du Québec, de la combinaison des influences issues de plusieurs autres pays (France, Grande-Bretagne, États-Unis).